



Demande d'examen au cas par cas relative au projet de régularisation de 9 emplacements du camping
l'Ombreage - Commune de Lagorce (07)

ANNEXE 8 :

**ARRETE DU 26/01/2017 ACCORDANT LE PERMIS D'AMENAGER DU CAMPING DE L'OMBRAGE
POUR 71 EMBLEMENTS**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de LAGORCE

PETITIONNAIRE

dossier n° PA00712616G0001

date de dépôt : 02/12/2016

demandeur : Sarl SARL BAYA représentée par
BATTINI Yan

pour : extension de l'emprise spatiale et
augmentation de la capacité d'accueil de 65 à
71 emplacements, du camping l'Ombrage

adresse terrain : Petit Chaussy
07150 LAGORCE

ARRÊTÉ
accordant un permis d'aménager
au nom de la commune de LAGORCE

Le maire de LAGORCE,

Vu la demande de permis d'aménager présentée le 02/12/2016 par SARL SARL BAYA représentée par BATTINI Yan demeurant N7 Vieille Route de Lagorce Le Clos de Mézeirac 07150 VALLON PONT D'ARC;

Vu l'objet de la demande :

- Pour : extension de l'emprise spatiale et augmentation de la capacité d'accueil de 65 à 71 emplacements, du camping l'Ombrage
- Sur un terrain situé Petit Chaussy 07150 LAGORCE ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune de LAGORCE ;

Vu l'arrêté municipal N° PA 007 126 98M 6003 accordant un permis d'aménager pour 40 emplacements en date du 21 juin 1999

Vu l'arrêté municipal N° PA 007 126 13D 0002 accordant un permis d'aménager pour 65 emplacements en date du 21 janvier 2014 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Direction départementale des territoires (DDT), service environnement pôle forêt en date 13 janvier 2017

ARRÊTE

Article 1

Le permis d'aménager valant permis de construire est **ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées dans l'avis de la DDT, service environnement pôle forêt joint au présent arrêté.**

Article 4

Le nombre maximum d'emplacements dont la réalisation est autorisée est porté de 65 à 71

Le nombre maximum d'emplacements réservés indistinctement aux tentes, aux caravanes et aux résidences mobiles de loisirs autorisés est de 71

Le nombre maximum des emplacements réservés aux habitations légères de loisirs est de 0



26 JAN 2017
Le maire adjoint,
Délégué à l'urbanisme,
MICHEL MARITON

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.